

Le P.C.F. tempore

Après avoir minimisé l'élimination de Khrouchtchev, après des silences embarrassés, le B.P. du P.C.F. a du se résoudre d'envoyer une délégation à Moscou afin de sauver la face devant les réactions des militants de base et les attitudes plus franches adoptées par les autres Partis Communistes.

Le compte rendu de cette délégation a été présenté devant le C.C. du P.C.F. le vendredi 7 novembre. Il a été approuvé unanimement et le C.C. a exprimé sa satisfaction des explications reçues à Moscou. Cependant à la lecture du rapport présenté par Marchais qui dirigea la délégation (ou plutôt des extraits qu'en publie l'Humanité du 9 novembre), il apparaît que les choses ne se passèrent pas si cordialement que l'on veut bien le dire. On y apprend que « la discussion a été passionnée et toujours empreinte d'un grand esprit de compréhension, de fraternité et d'amitié ». Mais tout le rapport est marqué par un embarras mal dissimulé, un manque total de chaleur.

Il s'y trouve aussi quelques pointes à l'adresse des Italiens. La direction du P.C.F. déclare qu'elle préfère « avoir une rencontre et une discussion franche... plutôt que de commencer par des critiques publiques » et qu'elle estime qu'elle n'a pas à donner « des réponses intempestives aux journalistes ».

Voyons de plus près ce que nous apprend le rapport Marchais. Tout d'abord, les représentants du PCUS ont fait savoir : « La décision que nous

venons de prendre relève de notre seule responsabilité. L'essentiel pour les partis frères, c'est l'assurance pour eux qu'il n'y aura rien de changé dans notre politique. »

On ne peut guère mieux inviter les partis « frères » à ne pas mettre leur nez dans ce qui se passe en Union soviétique.

L'agence Tass et l'Unita avaient démenti un texte que la censure soviétique avait permis aux journalistes bourgeois de transmettre, contenant les reproches qui avaient été faits à Khrouchtchev pour justifier son éviction. Le rapport Marchais reprend un grand nombre de ses critiques.

On y reconnaît le « rôle positif » de Khrouchtchev « dans l'élaboration et l'application par le C.C. de la ligne politique, y compris dans la lutte contre le culte de la personnalité de Staline ; cette ligne politique, est « juste, inchangée, intangible ».

Mais, ajoutez-t-on, Khrouchtchev, « avait tendance à prendre seul des décisions importantes relevant de la direction du Parti », il « commençait à perdre le sens de la modestie ». On dénonce la « vantardise », une « tendance à vanter sans limites ses mérites de dirigeants ; il faisait assister aux sessions du C.C. « plusieurs centaines d'invités » rendant ainsi très difficile « le travail d'élaboration » des membres de cet organisme ; on lui reproche aussi d'avoir fait au C.C. « un discours imprévu sur les problèmes économiques sans discussion pré-

alable », et d'avoir confié « des missions de plus en plus importantes aux membres de son entourage personnel ». Il lui est également reproché d'être intervenu « dans des questions où il n'avait pas à intervenir », à l'occasion de certains voyages dans les pays socialistes ». Et aussi « une attitude personnelle », des « propos irréfléchis ». Enfin, pour ce qui a trait au différend sino-soviétique, on lui reproche « quelques extravagances » qui n'ont cependant « pas infléchi l'application correcte de la ligne juste ».

On apprend enfin qu'après la discussion au Présidium, « le camarade Khrouchtchev a admis les principales critiques qui lui étaient adressées. Il s'est référé à son état de santé, à son âge, et a déclaré qu'il ne pourrait plus accomplir ses tâches. Il a présenté sa démission dans une lettre aux membres titulaires et suppléants du C.C. »

La délégation Marchais a même appris que l'élimination de Khrouchtchev recevait « l'accord unanime du Parti [soviétique], comme celui du peuple soviétique qui n'avait pas été sans percevoir les conséquences négatives des défauts apparus dans la dernière période ».

Enregistrons ces critiques. L'avenir nous montrera si la liste n'en sera pas allongée. En tout cas, on peut noter qu'il y a une « ligne » à la fois « juste et intangible », qu'il s'agisse du passé, du présent et — pourquoi pas — de l'avenir, mais qu'il y a une sorte de fatalité qui voudrait que le personnage porté au plus haut som-

met, « démocratiquement » paraît-il, cultivé avec l'âge peu ou prou le culte de sa personnalité, se livre à des « extravagances » (qui, dans le cas de Staline ont coûté de nombreuses vies de révolutionnaires).

Une autre particularité qui s'est manifestée depuis la mort de Staline est aussi à noter : après Malenkov, après Boulganine, c'est Khrouchtchev qui reconnaît qu'il n'a plus les capacités pour occuper un poste de direction. D'une façon qui heureusement relève de la farce et non de la tragédie, on retrouve le vieux système des « aveux » des procès de Moscou. Il n'est pas question de divergences politiques, mais dans un cas de criminels, dans l'autre d'incapables ou d'individus frappés de sénilité.

Les décisions concernant le remplacement de Khrouchtchev, écrites par la délégation Marchais approuvées par le C.C. du P.C.F., « ont été adoptées conformément aux règles démocratiques ».

Waldeck-Rochet, Duclos, Leroy et Marchais ont des vues très particulières en matière de démocratie. On serait curieux de savoir si Marchais a tenté de voir Khrouchtchev. Selon certaines rumeurs, il aurait demandé la permission de le rencontrer aux représentants du PCUS, qui n'auraient pas accédé à sa demande. Si tel était le cas, pourquoi ne le dit-on pas ? Puisque Khrouchtchev reste membre du CC de son parti, faut-il donc une permission supérieure pour que des membres de Comités centraux de différents partis communistes puissent se rencontrer ? Si ces rumeurs sont inexactes, cela voudrait dire que ces champions de la démocratie intérieure du parti ne jugent pas contradictoirement mais se fient aux propos d'une seule partie.

MOSCOU

Une direction affaiblie

Le limogeage de Khrouchtchev vient d'être complété, un mois plus tard, par des exclusions du CC et de nouvelles nominations au Présidium. Des éliminations, il y a peu à dire, ce sont les proches collaborateurs de Khrouchtchev qui font les frais de l'opération ; on ne dit pas si Khrouchtchev lui-même était présent au CC qui a pris ces mesures, ce qui serait pour le moins surprenant. Hier le premier, aujourd'hui il n'est plus, il n'a même pas été.

Des nouvelles nominations, ce qui semble le plus intéressant, c'est la montée de jeunes comme Chelepine. Pour la première fois, nous voyons arriver aux plus hauts sommets dirigeants des hommes qui, en raison de leur âge, non seulement n'ont pas par-

ticipé aux premières années de la révolution même à un rang obscur, ni non plus aux postes d'exécutants pendant les noires années de la répression stalinienne, des hommes qui, au cours de la guerre, ont tout au plus occupé des postes subalternes. Par leur formation, par leurs fonctions, ce sont des bureaucrates imbus de nombreuses conceptions héritées du passé stalinien, mais ils ont vécu dans des conditions toutes différentes de leurs prédécesseurs. Ces faces anonymes qui émergent de la nuit bureaucratique, nul ne peut dire avec la moindre certitude ce qu'ils sont, ni ce qu'ils peuvent faire, dans le cadre bureaucratique bien entendu, ce qui veut dire, entre autre, dans le cadre de la politique extérieure de « coexistence pa-

cifique » et de la « déstalinisation » sur le plan intérieur.

La première démarche des ambassadeurs soviétiques dans les pays capitalistes a été de rassurer les gouvernements du maintien de la « coexistence pacifique », mais on ne peut enregistrer jusqu'à présent aucune démarche d'un caractère positif. Il est toutefois probable que la nouvelle équipe dirigeante a également rassuré les Polonais et les Tchèques qui s'étaient montrés inquiets de certaines initiatives de Khrouchtchev en direction de Bonn.

Sur le plan des rapports sino-soviétiques, le premier résultat du changement d'équipe en Union soviétique a été une reprise des négociations entre Chinois et Soviétiques. Mais c'est pour le moment presque le seul résultat. On annonce, mais non officiellement, que la Conférence des 26 partis prévue pour le 15 décembre n'aura pas lieu. On est en fait entré dans une nouvelle phase de négociations ; la polémique publique a presque totalement disparu, elle se fait plutôt sous une forme voilée. Qu'un rapprochement de

ligne politique soit extrêmement difficile, nous l'avons dit dès le début, étant donné que bureaucraties chinoises et soviétiques sont déterminés par des conditions qui sont parmi les plus essentielles de notre époque. Nous n'avons pas vu pour le moment de changements dans les rapports entre les États soviétiques et chinois, changements qui pourraient se produire plus aisément qu'entre partis, qui devraient se produire pour établir une situation plus normale entre États ouvriers.

Mais c'est en matière de politique intérieure que la nouvelle direction a révélé la situation de faiblesse dans laquelle elle se trouve. Nous ne parlons pas des deux kilos de farine accordés à chaque Moscovite, cela ressemble au don de joyeux avènement d'un nouveau monarque. Mais il faut noter les concessions ou les promesses d'une diminution des prix de denrées alimentaires. C'était extrêmement important, quand on sait que la popularité de Khrouchtchev avait considérablement baissé depuis un an, à

Le sursaut des P.C. étrangers

À l'occasion de la pré-conférence du 15 décembre, pour la première fois depuis que le stalinisme a mis la main sur les partis communistes, un grand nombre de ceux-ci ne se sont pas alignés sur Moscou. Il n'est pas inutile de rassembler le maximum de données sur les réactions des différentes directions des Partis communistes face au limogeage de Khrouchtchev. On verra que les prises de position témoignent en général d'une sorte de prise de distance par rapport au P.C.U.S.

On doit au préalable noter qu'à Moscou la presse n'a rien donné de ces prises de position, car les communiqués officiels des rencontres de plusieurs de ces partis avec les représentants du P.C.U.S. traitent de généralités politiques, mais ne disent rien sur ce qui préoccupait effectivement les membres des PC et pas seulement eux. Le nom de Khrouchtchev ne figure nulle part. Ainsi les Soviétiques dans leur écrasante majorité ignorent l'émotion qu'a suscitée la décision du 14 octobre.

Il faut également mentionner que, dans plusieurs cas, les premières réactions des dirigeants de PC furent plus vives que celles qu'ils exprimèrent après coup, notamment après avoir pris connaissance d'articles de la presse soviétique.

En NORVEGE. — L'organe du parti, Friheten, déclare :

« Il est bien évident que l'explication donnée faisant état de l'âge et de l'état de santé de M. Nikita Khrouchtchev est

inexacte. Quelle que soit l'explication qui nous sera encore donnée, nous réagissons vivement contre le fait qu'un changement de leader n'est pas clairement motivé et n'est pas préparé plus ouvertement. »

« Après tout, les fautes reprochées à Khrouchtchev n'ont pas pu n'être remarquées que ces derniers jours... On peut se demander si le parti communiste soviétique ne souffre pas encore de ce mal dangereux qui est l'absence d'une discussion libre et franche. Si tel est le cas, le moment est venu de changer. »

En SUEDE. — Carl Hermansson, président du P.C. suédois, a critiqué la manière « inquiétante » dont M. Khrouchtchev avait disparu de l'arène.

« Une discussion plus ouverte aurait fourni de meilleures perspectives pour une évaluation positive de la politique soviétique et, ainsi, pour une confiance internationale accrue », a-t-il dit.

Il a aussi déploré l'habitude qui consiste à chanter les louanges d'un homme politique tant qu'il est au pouvoir et à ne le critiquer qu'après sa disparition de la scène politique. Cette habitude est « particulièrement dangereuse », estime-t-il, dans un régime de parti unique, ajoutant que le P.C. suédois n'était pas en faveur du parti unique.

En GRANDE-BRETAGNE. — Dans un communiqué du 19 octobre, le P.C. déclare :

« Lorsque les fonctions de premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique et du premier ministre soviétique sont en jeu, c'est là une question d'un grand intérêt général. »

« Les explications fournies jusqu'ici sur ces changements ne dissipent pas l'inquiétude compréhensible ressentie à ce sujet par les communistes des pays étrangers. »

En SUISSE. — Le Comité Central du Parti du Travail a voté, à l'unanimité moins une voix, une résolution qui déclare notamment :

« Le départ subit du camarade Khrouchtchev et son remplacement se sont produits dans des conditions qui, dix jours plus tard, demeurent toujours insuffisamment expliquées. Il apparaît cependant, mais de façon encore imprécise, que des fautes lui ont été reprochées, notamment dans le domaine de l'observation des règles essentielles de la direction collective. »

« S'il en est ainsi, on ne peut que comprendre la réaction du comité central du parti communiste de l'Union soviétique contre toute renaissance du culte de la personnalité. Mais on ne peut que regretter en même temps les méthodes employées pour procéder à un changement jugé nécessaire, l'aspect précipité de celui-ci et l'absence de clarté des motifs qui l'ont provoqué. »

En INDONESIE. — Aidit, président du P.K.I., dans un discours prononcé le 24 octobre, à Bandoung, et diffusé par l'agence

Chine nouvelle, a déclaré que la démission de M. Khrouchtchev de ses fonctions était une bonne chose tant pour le P.C. soviétique que pour les partis communistes asiatiques, parce qu'« autrement la scission dans le mouvement communiste international affecterait leurs forces ». Il a noté cependant que « seul le développement des événements peut montrer si le départ de M. Khrouchtchev peut être considéré comme un bien ».

En HOLLANDE. — Dans une conférence de presse, Paul de Groot, secrétaire général du P.C., déclara :

« Je pense que l'élimination de Khrouchtchev de son poste s'avérera utile pour mettre fin aux divergences de vues entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine. »

En INDE. — L'aile pro-soviétique du P.C. (dirigée par Dange), par la voix de son C.C. déclara le 17 octobre que « tout changement dans la direction était entièrement une affaire intérieure au peuple soviétique et au P.C.U.S. »

Mais, cela ne suffit pas à tranquilliser les membres du parti. L'hebdomadaire du parti, New Age, du 25 octobre, souligna que « le récent changement dans la direction du P.C. et du gouvernement de l'Union soviétique souligne une fois de plus la nécessité urgente de faire une analyse pénétrante et approfondie de ce problème [le culte de la personnalité], de rechercher des assurances et des garanties contre la recrudescence d'un tel phénomène en élaborant des formes pour poursuivre la démocratisation du fonctionnement du parti et de l'Etat socialiste, de manière à relever leur rôle dirigeant. »